

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL JUN – SEPTEMBRE 2019

Consœurs, confrères et amis,

L'été est souvent une période un peu plus tranquille dans notre mouvement et j'espère que vous avez pu passer un peu de temps avec vos amis et votre famille, avant ce qui sera sans doute un automne bien occupé.

Je sais que vous avez aussi pris le temps de prendre part à différentes célébrations communautaires tout au long de l'été. J'ai eu la chance de participer, avec le SCFP-Nouvelle-Écosse, au défilé de la Fierté Halifax et je me suis joint à des centaines de nos membres de l'Ontario pour le défilé de la fête du Travail de Toronto. Avec le SCFP-N.-B., j'ai participé au pique-nique « Le SCFP redonne » à Moncton et je suis passé rendre visite au CUPE BC Think Tank (Groupe de réflexion du SCFP-C.-B.) à Harrison. J'ai passé un peu de temps avec nos militantes et militants et les membres de notre personnel du Manitoba, où nous avons fait campagne pour représenter les travailleuses et travailleurs de la santé qui votaient dans le secteur de la santé. J'ai aussi rendu visite à nos membres en grève à Placentia, Terre-Neuve et à Bathurst, au Nouveau-Brunswick.

Peu importe la province ou l'activité, je suis toujours fier de voir nos membres en action.

Congrès national

Nous continuons à nous préparer à notre 29^e congrès national biennal, qui aura lieu à Montréal du 7 au 11 octobre prochain.

J'ai hâte de passer la semaine avec des militantes et militants dévoués du SCFP pour étudier et discuter de 289 résolutions et de 48 amendements aux statuts présentés par nos sections locales, nos conseils et nos divisions et, ensemble, de décider de l'orientation que prendra notre syndicat pour les deux prochaines années.

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, PAUL FAORO, FRED HAHN, JUDY HENLEY, DANIEL LÉGÈRE
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Élections fédérales

Nous aurons le plaisir d'accueillir le chef du NPD Jagmeet Singh à notre congrès, qui se tiendra en pleine campagne électorale fédérale.

Le jour du scrutin est le 21 octobre. Et avec la montée des gouvernements de droite partout au pays, ces élections sont d'une importance cruciale.

Les gens ont peur d'Andrew Scheer, avec raison. Depuis qu'il est devenu chef du Parti conservateur, il nous a montré qu'il défendra toujours l'intérêt des entreprises aux dépens de celui des travailleurs. Nous avons déjà Doug Ford, Jason Kenney et bien d'autres nouveaux gouvernements provinciaux de droite. Le Canada ne peut pas se permettre de laisser un autre gouvernement conservateur prendre le pouvoir.

En même temps, nous ne pouvons pas pardonner à Justin Trudeau d'avoir brisé ses promesses. Les Canadiens ont élu les libéraux en 2015 parce que ceux-ci ont promis de réformer le système électoral du pays, d'augmenter les faibles cibles de Stephen Harper en matière de changement climatique et de prendre des mesures concrètes dans la réconciliation avec les peuples autochtones. Trudeau a renié chacune de ces importantes promesses, et bien d'autres. Il ne mérite pas un autre mandat.

Je suis enthousiasmé par ce qu'offre le NPD pour ces élections.

La plateforme du NPD comprend des soins de santé « de la tête aux pieds » qui incluront les médicaments d'ordonnance, les soins dentaires, les soins pour la toxicomanie et la santé mentale. Le parti a un vrai plan pour s'attaquer aux changements climatiques et offre aux travailleuses et travailleurs une transition équitable vers l'économie du futur. Le NPD s'engage à construire 500 000 unités de logement abordable, à fermer les échappatoires fiscales des entreprises et à enfin entreprendre une vraie réconciliation avec les peuples autochtones au niveau fédéral.

Le fait est que, au fédéral, Jagmeet Singh et le NPD ont le meilleur plan pour aider les travailleuses et travailleurs du Canada.

Avec ses 680 000 membres partout au pays, le SCFP peut changer le cours de ces élections – mais seulement si nous parlons à nos membres des enjeux et que nous les incitons à s'impliquer et à voter.

Négociations collectives, grèves et lock-out

Il y a eu cinq conflits avec grève pendant la période visée par le présent rapport, dont deux sont réglés.

PROVINCE	S. I.	EMPLOYEUR	N^{bre} de MEMBRES	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Alberta	1505	Wood Buffalo	46	10 mai 2019	En cours
Nouveau-Brunswick	1282	Ville de Bathurst	25	25 juillet 2019	En cours
Québec	1294	Université du Québec à Montréal	1742	3 au 17 septembre 2019	11
Québec	1186	Université de Montréal	18	14 mars au 5 juillet 2019	113
Terre-Neuve-et-Labrador	1761	Ville de Placentia	15	16 juillet au 28 août 2019	43

SCFP 1505 – Wood Buffalo Housing – Alberta

La Wood Buffalo Housing (WBH) (Société de logement de Wood Buffalo), à Fort McMurray, a lockouté ses 49 employés le 10 mai 2019 et ceux-ci ont dû ériger des piquets de grève. WBH est une succursale sans but lucratif de la municipalité régionale de Wood Buffalo qui offre du logement aux résidents de Fort McMurray.

L'enjeu principal du conflit est l'insistance de Wood Buffalo Housing à mettre à pied les jardiniers, le personnel de l'entretien et les préposés à l'entretien ménager et à les remplacer par des sous-traitants au salaire minimum, sans avantages sociaux, tout en exigeant l'élimination des solides clauses de convention collective qui protègent les emplois.

SCFP 1282 – Ville de Bathurst – Nouveau-Brunswick

Les membres de la section locale 1282 du SCFP, cols blancs de la Ville de Bathurst, ont été lockouté par leur employeur le 23 juillet 2019, après avoir rejeté la dernière offre de la Ville, qui ne leur accordait pas de véritable hausse salariale. Une impressionnante manifestation a rassemblé des centaines de membres et d’alliés du SCFP à Bathurst le 12 août et l’employeur a accepté de revenir à la table l’après-midi même. Les parties travaillent maintenant avec un conciliateur.

SCFP 1294 – Université du Québec à Montréal - Québec

La section locale 1294 représente plus de 1700 employés de soutien de l’UQAM, soit le personnel de bureau, technique et professionnel qui assure le bon fonctionnement de l’Université. La section locale 1294 a déclenché une grève pour perturber la rentrée universitaire dès la première semaine de septembre. Les parties ne s’entendaient pas sur la question salariale. Après 11 jours de grève, la section locale a conclu une entente de principe qui prévoit des augmentations salariales de 2 % pour l’année 2018 et de 0,75 % plus un montant forfaitaire de 1 % pour 2019. Pour les années 2020 à 2023, les membres obtiendront des augmentations de 1,25 % la première année puis 1,5% les années subséquentes, ou la politique salariale du gouvernement, si celle-ci est supérieure. D’autres gains intéressants ont été faits : révision de la convention pour améliorer la conciliation travail et vie personnelle, notamment avec un projet pilote d’horaire flexible pour tous, et plus de souplesse dans la prise des congés personnels.

SCFP 1186 – Université de Montréal – Québec

Les techniciens en mécanique du bâtiment et les mécaniciens en machines fixes de l’Université de Montréal ont rejeté presque à l’unanimité l’offre finale de l’employeur pour le renouvellement de leur convention collective. Ces 18 ouvriers spécialisés étaient sans convention collective depuis avril 2015. L’employeur refusait systématiquement même les propositions les plus raisonnables du syndicat, tout en s’entêtant à avoir recours à des sous-traitants et en refusant de traiter ces travailleurs équitablement par rapport à d’autres unités de négociation. Les membres du SCFP 1186 ont débrayé le 14 mars 2019 et, après presque quatre mois aux piquets de grève, ils ont accepté, avec réticence, la recommandation du médiateur en faveur d’une convention collective. Quelques éléments n’ont pas été réglés à leur satisfaction, mais ils les remettront sur la table à la prochaine ronde de négociation.

SCFP 1761 – Ville de Placentia – Terre-Neuve-et-Labrador

Les employés de la Ville de Placentia, à Terre-Neuve-et-Labrador, ont déclenché la grève le 16 juillet 2019. Le SCFP 1761 représente le personnel de bureau, les préposés à l’aréna, les opérateurs d’entretien et de traitement des eaux, les journaliers et les agents d’application des règlements municipaux.

Ces membres ont ratifié une nouvelle convention collective le 28 août, mettant ainsi fin à une grève de 43 jours. La section locale a pu résister aux demandes de l'employeur qui voulait geler les salaires pendant quatre ans. Les membres recevront une prime à la signature de 500 \$ la première et la deuxième année de la convention, ainsi qu'une hausse de 0,30 \$ l'heure la troisième année et de 0,40 \$ l'heure la quatrième année.

La section locale a aussi refusé que la Ville modifie les horaires des employés à sa discrétion et a accepté un horaire qui satisfait tant les membres que les exigences de fonctionnement de l'employeur. Parmi les autres améliorations à la convention collective, on peut mentionner une solide clause contre le harcèlement et l'accès aux congés de maladie pour les employés à temps partiel et occasionnels.

Négociations sans grève ni lock-out

SCFP 118 – Ville de Port Alberni – Colombie-Britannique

Après un solide mandat de grève voté en mars et des moyens d'action limités en juin, les travailleurs du district régional d'Alberni-Clayoquot (Alberni-Clayoquot Regional District ou ACRD), en Colombie-Britannique, ont ratifié une nouvelle entente de cinq ans qui prévoit des hausses salariales de 2 à 2,5 % pour chacune des cinq années. Les membres du personnel occasionnel à long terme et du personnel temporaire ont obtenu des clauses d'ancienneté, ce qui était une priorité pour la section locale. Les membres ont aussi gagné une bonification des avantages sociaux. Le SCFP 118 représente 230 membres qui travaillent au District de Tofino, au District d'Ucluelet, à la Ville de Port Alberni et au District régional d'Alberni-Clayoquot.

SCFP 1949 – Commission de l'aide juridique de la Saskatchewan

Après des années de longues et difficiles négociations, les travailleuses et travailleurs de l'aide juridique de la Saskatchewan ont finalement conclu une entente de cinq ans en juillet. Ils ont rejeté les importantes concessions exigées pour les congés de maladie et les heures de travail, en plus d'obtenir des augmentations salariales de 1 % pour la troisième année et de 2 % pour chacune des quatrième et cinquième années. De plus, les soins ophtalmologiques augmenteront, tout comme les congés annuels.

SCFP 4705 – Ville de Sudbury – Ontario

Après un solide mandat de grève et avec l'aide d'un conciliateur, le SCFP 4705 a ratifié une nouvelle entente de quatre ans qui régit les 1 500 employés municipaux de la Ville de Sudbury. Les faits saillants de la convention incluent un financement pour les problèmes de santé mentale et des hausses générales pour chacune des quatre années.

Le point sur les régions

Maritimes

Île-du-Prince-Édouard

À l'Î.-P.-É., le SCFP a soumis des mémoires au nouveau gouvernement minoritaire. Entre autres, un rapport en faveur de l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure a été présenté à la Commission des normes d'emploi. Nous avons aussi continué à suivre l'évolution de l'examen des régimes de retraite dans le secteur de l'éducation.

Le SCFP-Î.-P.-É. a participé à d'importantes activités communautaires au cours de l'été, comme la Old Home Week et le défilé de la Gold Cup, qui célébrait les Acadiens.

Nouveau-Brunswick

Les cols blancs de la Ville de Bathurst ont été mis en lock-out par leur employeur le 23 juillet 2019 après avoir rejeté une offre qui ne leur accordait pas de véritable augmentation de salaire. Le conseil municipal de Bathurst n'a même pas tenu de vote sur ce lock-out. Surpris, les membres du SCFP1282 ont rapidement organisé des lignes de piquetage, avec l'immense appui des membres et des sections locales du SCFP de la région.

Le 12 août, avec des centaines de membres et d'alliés du SCFP, j'ai participé à une impressionnante manifestation en appui à nos membres lockoutés du SCFP 1282 de Bathurst. Notre démonstration de force a incité l'employeur à revenir à la table l'après-midi même. Les parties travaillent maintenant avec un conciliateur et nous espérons que le conflit se règlera avec des salaires équitables.

Le Conseil des syndicats de foyers de soins du Nouveau-Brunswick a encore une fois remporté une bataille juridique contre le gouvernement au sujet de la loi sur les services essentiels. La Cour du Banc de la Reine a confirmé la décision de la Commission du travail et de l'emploi du Nouveau-Brunswick qui avait déclaré que les dispositions relatives aux services essentiels étaient inconstitutionnelles parce qu'elles violaient la liberté d'association et le droit de négociation collective protégés par la *Charte*. Comme prévu, le gouvernement en appelle de cette décision. Entre-temps, les membres du secteur continuent de se mobiliser pour obtenir une convention collective équitable.

Le SCFP-Nouveau-Brunswick a organisé plusieurs activités communautaires « Le SCFP redonne » qui ont attiré beaucoup de monde cet été. J'ai eu le plaisir de me rendre à Moncton cette année pour rencontrer nos leaders, nos militantes et militants, nos membres et leurs familles, ainsi que les membres de leur communauté. Ces activités estivales sont une excellente opportunité de communiquer avec les membres, d'avoir du plaisir et de parler du travail syndical et de l'importance de la solidarité.

Atlantique

Nouvelle-Écosse

Poursuivant la lutte contre un projet d'autoroute en PPP, le SCFP-Nouvelle-Écosse a été consterné d'apprendre que le ministère des Transports avait bloqué sa demande d'accès à l'appel de propositions pour le jumelage de l'autoroute 104, dans le comté de Pictou. Même s'il avait d'abord promis de fournir au moins une version caviardée du document, le sous-ministre des Transports et du Renouvellement de l'infrastructure a finalement refusé de divulguer quelque information que ce soit en invoquant les exemptions prévues dans la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. Ce manque de transparence illustre pourquoi les autoroutes en PPP sont une mauvaise idée. Le gouvernement n'a donné aucune raison valable pour ne pas construire, financer et gérer ce tronçon de 38 kilomètres comme une autoroute publique.

À la fin de juin, la ministre de l'Éducation et du développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse a annoncé la création d'autres places en garderie. Mais, encore une fois, la ministre a esquivé les importantes questions de la rémunération équitable, du recrutement et du maintien en poste dans le secteur. Un rapport publié en 2019 par le Centre canadien des politiques alternatives – Nouvelle-Écosse et basé sur les données salariales les plus à jour présentement accessibles, a montré que les éducatrices de la petite enfance (EPE) de la Nouvelle-Écosse sont toujours les moins bien payées au Canada. Les salaires des EPE travaillant dans les garderies varient entre 27 000 \$ et 38 000 \$ par année, selon le niveau de compétence et les années de service. En comparaison, les salaires des EPE travaillant dans les classes de maternelle se situent entre 44 000 \$ et 46 000 \$ par année, avec régime de retraite et avantages sociaux, ce que la plupart des garderies n'offrent pas. Toutes ces éducatrices enseignent avec une approche basée sur le jeu. Évidemment, la disparité de traitement entraîne des problèmes de recrutement et de rétention qui doivent se régler avant de créer de nouvelles places. Les personnes qui éduquent nos enfants méritent de gagner un salaire qui leur permet de mener des vies saines et productives et de prendre leur retraite avec dignité.

Terre-Neuve-et-Labrador

Les membres du SCFP 1761 au service de la Ville de Placentia ont débrayé à la fin juin, après 14 mois de négociations frustrantes avec leur employeur. Avec un immense appui de la collectivité et d'alliés syndicaux, la section locale a pu obtenir une entente équitable à la fin de l'été et résister aux concessions qui étaient sur la table. J'ai été impressionné par la force et la solidarité de ce petit groupe de travailleuses et travailleurs lorsque j'ai eu la chance de les rencontrer sur la ligne de piquetage en août.

Les membres du SCFP de la province se préparent à une importante mobilisation prévue pour l'automne, qui comptera notamment 17 grandes assemblées dans toutes les régions de Terre-Neuve-et-Labrador. Avec la campagne « Boots on the Ground » (Sur le terrain), le SCFP-T.-N.-L. se prépare à la prochaine ronde de négociations dans

le secteur public et, cette fois-ci, il veillera à ce que les membres obtiennent de réelles augmentations salariales grâce à un processus de négociation équitable.

Québec

Je tiens à souhaiter la bienvenue au SCFP à la centaine de cols bleus de Thetford Mines, qui ont choisi de joindre les rangs de notre syndicat. Ils seront représentés le SCFP 5434. Leur adhésion au SCFP nous permettra de renforcer notre présence dans la région Chaudière-Appalaches.

Les campagnes du SCFP pour rapatrier le travail des employés municipaux à l'interne sont souvent couronnées de succès. Un exemple récent est celui de la Ville de Québec. Le SCFP 1638, qui représente les cols bleus de Québec, a pu saluer la décision de l'employeur de reprendre à l'interne la collecte des matières résiduelles de l'arrondissement de Beauport. Cela représente du travail pour 11 salariés, et signifie un meilleur service pour les résidents.

De l'autre côté du fleuve Saint-Laurent, à Lévis, les 850 cols blancs du SCFP 2927 ont entériné une entente de principe obtenue après 30 rencontres de négociation dans un climat de respect. Le point fort de cette entente est l'accès aux avantages sociaux pour les employés temporaires, qui s'inscrit dans les objectifs de la politique de négociation du SCFP visant à réduire les effets de la précarité.

Sur une note moins positive, la pénurie de main d'œuvre dans le réseau de la santé et des services sociaux a atteint un seuil critique dans les établissements de toute la province et dans une multitude de titres d'emploi. Le Conseil provincial des affaires sociales du SCFP (CPAS) a tiré l'alarme et a invité le gouvernement à redoubler d'efforts pour remédier à cette situation déplorable. Des améliorations substantielles aux conditions de travail sont urgentes.

Exaspéré de voir la Ville de Sherbrooke sous-payer ses employés étudiants, le SCFP 2729 qui représente les cols bleus de Sherbrooke, a déposé une requête en accréditation pour intégrer les quelque 80 étudiants à son unité de négociation. Ces jeunes travailleurs sont affectés à des tâches de cols bleus comme l'entretien des parcs et l'horticulture, mais sont moins bien payés. Cette façon de faire est discriminatoire, et l'initiative du SCFP 2729 obligera la Ville à revoir ses pratiques et à éliminer cette disparité de traitement.

Le SCFP 1294, qui représente les salariés de l'UQAM, a déclenché une grève à l'occasion de la rentrée universitaire. Après avoir fait pression tout l'été sur l'employeur par des moyens de visibilité, la section locale est passée à la prochaine étape de son plan d'action pour obtenir une convention collective acceptable pour ses membres. Avec l'appui des associations étudiantes et d'alliés syndicaux, la grève a suffisamment perturbé les activités universitaires pour permettre la conclusion d'une entente qui accorde des augmentations de salaire acceptables, avec une garantie qu'elles ne seront pas inférieures à la politique salariale du secteur public dans les prochaines années.

Ontario

L'été n'a pas été de tout repos en Ontario.

La popularité en chute libre de Doug Ford l'a poussé à remanier son cabinet en juin. Monte McNaughton, député de Lambton-Kent-Middlesex, a été nommé ministre du Travail. M. McNaughton est un partisan des lois dites de « droit au travail » (« *right to work* »), ce qui n'augure rien de bon pour nous.

En juillet, l'ensemble du conseil d'administration des services à la famille et à l'enfance (SFE) de Brant a démissionné en invoquant le sous-financement par le gouvernement et d'autres compressions prévues dans les services. En mars, les SFE de Brant avaient dû mettre à pied 26 travailleuses et travailleurs membres du SCFP 181. Dans une lettre ouverte, les membres du conseil indiquaient qu'ils préféreraient démissionner plutôt que d'éliminer encore d'autres services vitaux pour les enfants et leurs familles. Les progressistes conservateurs de Doug Ford entendent sabrer environ un milliard de dollars dans le budget du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires au cours des trois prochaines années, ce qui appauvrira encore un secteur qui en est au point de rupture.

Le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) vit une ronde de négociation difficile. En effet, l'employeur exige d'importantes concessions dans les congés de maladie, les avantages sociaux et la sécurité d'emploi. Le CSCSO a présenté une demande de conciliation le 31 juillet et un plan de votes de grève à l'échelle de la province et une escalade de moyens d'action ont été adoptés au début août. Le confrère Charles et moi nous sommes joints à plus de 300 dirigeantes et dirigeants des sections locales des conseils scolaires de toute la province et nous nous sommes engagés à les appuyer dans leur lutte contre ce gouvernement conservateur rétrograde.

Les compressions dans les établissements de soins de santé de toute la province se poursuivent. Le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO) a lancé une campagne d'été pour attirer l'attention sur ces compressions et leurs effets sur la médecine de corridor. Le CSHO a publié ses rapports *Protéger l'essentiel* dans les communautés de toute la province. Ces fiches d'information montrent la vraie menace qui pèse sur les lits et le personnel des hôpitaux à cause des compressions prévues par le gouvernement Ford au cours des cinq prochaines années.

Les travailleuses et travailleurs de la santé de l'Ontario ont eu de bonnes raisons de célébrer ce mois-ci. En effet, après des années de pression exercée pour régler le problème de la violence dans leurs milieux de travail, le ministère du Travail a écrit aux administrateurs des établissements de toute la province pour leur rappeler leurs obligations juridiques en matière de violence au travail, incluant les protections législatives contre les représailles imposées aux travailleuses et travailleurs qui dénoncent un travail dangereux ou qui refusent de le faire. Le ministère a aussi envoyé aux établissements des affiches indiquant que la violence ne se sera pas tolérée.

Le SCFP-Ontario a organisé des rencontres partout en Ontario cet été. La tournée, qui portait sur la mobilisation, la participation et le militantisme des membres, visait à joindre les membres de la base et insistait sur l'importance de la solidarité devant les défis qui nous attendent. De ces assemblées, une large campagne publique est née. Elle mobilisera nos membres et bâtira l'opposition de la population aux compressions et à la privatisation et exercera une importante pression sur le gouvernement Ford à chaque occasion. La campagne « Oui aux communautés, non aux compressions » (*Communities Not Cuts*) a été lancée au début de septembre.

Manitoba

Les membres du secteur de la santé de tout le Manitoba ont enfin pu participer ce mois d'août aux votes de représentation tant attendus. J'ai eu l'occasion d'accompagner nos équipes sur le sentier de la campagne dans des localités comme Selkirk, Saint-Boniface et Steinbach et j'ai été très impressionné par l'énergie et l'enthousiasme de nos membres. Des centaines d'entre eux, et tout notre personnel régional, ont joué un rôle important dans cette campagne. Leur engagement et leur dévouement ont été payants. Une fois les bulletins comptés, le SCFP avait gagné près de 9 000 membres.

Bien entendu, nous n'avons pas remporté chaque vote et nous sommes attristés par le départ de certains de nos membres qui doivent adhérer à d'autres syndicats. Mais nous sommes prêts à travailler en solidarité avec d'autres syndicats pour effectuer la transition d'ici aux prochaines négociations.

Le gouvernement provincial a aussi amorcé un examen du secteur de l'éducation et nous surveillons le dossier de près. Nous pensons que le rapport final pourrait recommander une réduction du nombre de divisions scolaires dans la province, ce qui donnerait lieu à des votes de représentation dans ce secteur aussi.

Nos militantes et militants du Manitoba sont passés directement d'une campagne à une autre, des élections provinciales ayant eu lieu le 10 septembre. Le SCFP a accordé un appui solide au NPD et à son chef Wab Kinew. Nous avons également veillé à ce que la protection des services publics soit à l'avant-plan des préoccupations de nos membres et des électeurs en organisant des campagnes contre les compressions dans la santé et en faveur du maintien d'Hydro-Manitoba dans le secteur public. Même si Pallister a été réélu avec un gouvernement majoritaire, ce qui n'est pas de bon augure pour les travailleuses et travailleurs de la province, le NPD revient à l'assemblée législative avec un caucus plus fort.

Saskatchewan

Nous sentons toujours les effets de la réorganisation du secteur de la santé mise en œuvre par une décision du gouvernement de 2017 visant à créer une seule régie provinciale de la santé. L'employeur examine les services et propose la sous-traitance de plusieurs services, la restructuration de ses postes de gestion et des exclusions de nos unités de négociation, en plus de modifier les systèmes de gestion de l'information.

On craint donc des pertes d'emplois, tant à cause des changements technologiques que de la centralisation du travail. Le SCFP 5430 suit ces dossiers de près et continue à travailler en étroite collaboration avec les autres syndicats de la santé afin d'assurer une stratégie cohérente.

En éducation, nos sections locales sont toujours aux prises avec différents défis, dus en partie au manque de financement. Les compressions imposées aux programmes et au personnel ont attiré l'attention des médias. Les employeurs exigent des concessions dans les négociations et nos sections locales ripostent par des votes de grève et des piquets d'information. Une session de stratégie de trois jours est prévue pour nos sections locales de la région de Saskatoon pour aider à coordonner les efforts.

Alberta

Le nouveau gouvernement du Parti conservateur uni (United Conservative Party ou UCP) s'est rapidement attaqué aux travailleuses et travailleurs. Il a déjà réduit le salaire minimum pour les jeunes travailleuses et travailleurs et ceux de l'industrie des services et éliminé des protections assurant un paiement équitable des heures supplémentaires.

Il a aussi adopté et mis en œuvre, à la fin de juin, la *Public Sector Wage Arbitration Deferral Act* (Loi sur le report de l'arbitrage salarial dans le secteur public) (loi 9) qui retarde l'accès à un réexamen négocié des salaires et à un arbitrage exécutoire dans les conventions collectives provinciales. Cette question revient sans cesse devant les tribunaux et l'AUPE a gagné une injonction en juillet, mais la Cour d'appel l'a invalidée au début de septembre.

En mai, Jason Kenney a créé un « Comité d'experts sur les finances de l'Alberta » afin de trouver des façons « d'équilibrer » le budget provincial, « sans augmenter les impôts ». Avec un tel mandat, pas étonnant que bon nombre des 26 recommandations du rapport, publié au début de septembre, visent directement les services publics et les travailleuses et travailleurs qui les fournissent. Le rapport établit une stratégie visant à légiférer les salaires du secteur public, anticipe le recours à des lois de retour au travail et envisage même l'utilisation de la clause dérogatoire.

Il est certain qu'une bataille se prépare en Alberta.

Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique, sous le leadership du premier ministre néo-démocrate John Horgan et de la ministre des Finances Carole James, présente toujours les meilleurs indicateurs économiques au pays. La province a le taux de chômage le plus faible du Canada et la meilleure croissance économique, en plus d'avoir éliminé la dette d'exploitation pour la première fois en 40 ans – tout cela en continuant à investir dans les services publics et les travailleuses et travailleurs qui les offrent.

Après avoir conclu une entente-cadre provinciale en 2018, beaucoup de nos 57 conseils scolaires de la Colombie-Britannique ont négocié cet été. De ce nombre, 44 ont maintenant obtenu une convention collective et d'autres le feront au début de l'automne. Mais c'est l'impasse à trois tables sur des enjeux locaux et au moins une section locale, le SCFP 441, a tenu un vote de grève.

Les négociations continuent dans le secteur universitaire. La composante 3 du SCFP 4163, qui représente les chargés de cours et les instructeurs de musique de l'Université de Victoria, a tenu un vote de grève et lancé une campagne pour attirer l'attention sur les faibles salaires, le manque de sécurité d'emploi et les conditions de travail précaires de ses membres. Ils entreront en médiation en septembre.

Le Club de lecture d'été (BC Summer Reading Club) de 2019 est terminé. Cette année, le SCFP-C.-B. s'est associé à l'Association des bibliothèques de la Colombie-Britannique (British Columbia Library Association ou BCLA) pour offrir ce populaire programme pour enfants dans les bibliothèques publiques de la province. Le SCFP représente la majorité des travailleuses et travailleurs de bibliothèque de la province et une bonne partie de la créativité du programme est due à leur excellent travail. C'était formidable de voir les représentants du SCFP-C.-B. participer aux activités de fin d'été célébrant le programme et décerner des médailles de lecture aux participants.

J'ai été heureux de me joindre aux membres du conseil exécutif du SCFP-C.-B. en septembre pour participer à un atelier sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. « Be More than a Bystander » (Ne vous contentez pas de regarder) était offert en partenariat avec l'Association pour mettre fin à la violence de la C.-B. et l'équipe de football des BC Lions. L'atelier nous rappelait que le harcèlement et la violence contre les femmes sont toujours répandus et tous les participants et participantes ont acquis de nouveaux outils à utiliser comme alliés et ont appris à ne pas hésiter à dénoncer lorsqu'ils sont témoins d'un comportement inapproprié, que ce soit dans nos milieux de travail ou dans notre syndicat.

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Le SEH a célébré son 75^e anniversaire cet été.

Formé lorsque les syndicats d'hommes et de femmes de l'hôpital Vancouver General ont joint leurs forces en 1944, le Syndicat des employés d'hôpitaux a été accrédité pour représenter 390 membres. En moins d'une décennie, il était passé d'une seule section locale à 19 dans l'ensemble de la province.

Depuis, le SEH est devenu le syndicat de la santé le plus vieux, le plus nombreux et le plus fort de la Colombie-Britannique. Il a fait d'importantes avancées pour les travailleuses et travailleurs de la santé, malgré quelques reculs imposés par les différents gouvernements. Aujourd'hui, le SEH compte plus de 50 000 membres. Félicitations pour votre 75^e anniversaire!

Les membres du SEH, qui ont lutté pour être rémunérés après une maladie ou un accident professionnel, accueillent avec satisfaction l'examen attendu de longue date du système d'indemnisation des accidents de travail de la province. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a amorcé l'examen dans le but d'axer davantage le système sur les travailleuses et travailleurs. Dans les auditions publiques tenues partout dans la province, 12 membres du SEH ont partagé leur récit personnel et parlé des effets dévastateurs que les décisions de WorkSafeBC ont eus sur leur vie. Ils ont décrit les longs retards dans les décisions et appels, les mauvaises communications, les erreurs dans les descriptions initiales de leurs blessures et le fait que leurs besoins aient été ignorés ou carrément rejetés.

Le mémoire présenté par le SEH à l'examen comprenait 31 recommandations. Le ministre du Travail devrait publier un rapport final à la fin septembre.

Transport aérien

Une nouvelle étape a été franchie dans le processus d'achat d'Air Transat par Air Canada. Les actionnaires de Transat A.T. ont approuvé l'offre d'Air Canada dans une forte proportion. De notre côté, nous continuons de suivre la situation afin de défendre les intérêts des agents de bord à chacune des étapes où il est possible de le faire.

Dans le cadre de la réforme des normes du travail contenues au Code canadien du travail, de nouveaux droits ont été accordés aux employés d'entreprises de juridiction fédérale. Certaines des nouvelles dispositions visent une meilleure conciliation travail-famille. Par exemple, les employeurs devront donner un préavis avant de changer l'horaire d'un employé, et il sera maintenant possible de refuser de faire des heures supplémentaires pour des motifs liés aux obligations familiales.

Cependant, le gouvernement a prévu que les employeurs pouvaient demander des exemptions s'ils ont des contraintes opérationnelles telles que les nouvelles normes sont inapplicables. Le ministère a entrepris d'évaluer ces demandes et le processus de consultation manque de transparence et ne permet pas aux syndicats de présenter des observations en toute connaissance de cause. J'ai interpellé la ministre du Travail Patty Hajdu à ce sujet, et j'espère que le gouvernement modifiera ses façons de faire pour être équitable et respectueux des syndicats et de leurs membres.

Rapport sur le recrutement

Du 1^{er} juin au 31 août 2019, le SCFP a accueilli 743 nouveaux membres dans 17 unités de négociation nouvellement accréditées. Nous avons syndiqué 300 membres dans le secteur de l'éducation, 286 dans les soins de longue durée, 30 dans la santé, 28 dans les municipalités, 59 dans les services sociaux, 24 dans des organismes gouvernementaux (cannabis) et 16 dans le transport.

Nous participons présentement à 26 nouvelles campagnes qui, si elles réussissent, accroîtront notre effectif de 4 923 membres. Devant les commissions des relations de

travail du pays, nous avons 14 demandes d'accréditation visant 828 nouveaux membres.

Le troisième trimestre de 2019 a été extrêmement occupé partout au pays.

L'événement le plus important du trimestre, et de loin, a été la conclusion des votes de restructuration imposés par le gouvernement dans le secteur de la santé du Manitoba. Même si le SCFP n'a pas gagné dans toutes les régies de la santé, nous avons maintenant environ 9 000 nouveaux membres. Ce fut une campagne interminable qu'aucun syndicat n'avait souhaitée. Mais notre vrai travail – l'accueil et l'intégration de ces nouveaux membres à notre famille du SCFP – commence maintenant.

Nous continuons à axer nos efforts sur les secteurs des soins de longue durée et de l'aide à domicile dans notre recrutement au Nouveau-Brunswick, tout en faisant un recrutement général dans les sections locales existantes.

La Fraternité unie des charpentiers et menuisiers unis d'Amérique maraude notre plus grand groupe au Nouveau-Brunswick et vise surtout les infirmières auxiliaires autorisées (IAA), la plus importante classification. Les IAA sont insatisfaites de leurs taux de rémunération et du leadership de leur section locale. Elles jugent que leur classification est mal reconnue et elles ont participé en très grand nombre à cette campagne de maraudage. La Commission des relations de travail tiendra des audiences pour examiner la demande, lesquelles sont prévues pour quatre semaines en janvier, février et mars 2020.

Au Québec, nous continuons à syndiquer de nouveaux milieux de travail et nous avons remporté deux succursales de la Société québécoise du cannabis.

Nous continuons aussi à protéger nos membres de la Ville de Sherbrooke qui ont été maraudés par la FISA. La section locale 2729 du SCFP représente 520 cols bleus. Des conseillères et conseillers syndicaux ont été déployés sur le terrain du 12 au 25 juillet. Le 24 juillet, la FISA a annoncé qu'elle mettait fin à sa campagne de maraudage.

En Ontario, les restructurations prévues par le gouvernement conservateur dans la plupart des secteurs représentés par le SCFP nous obligent à orienter nos ressources de recrutement vers des campagnes qui mettront notre syndicat en meilleure position pour les votes de représentation à venir. Le SCFP a un solide dossier de victoires dans les fusions, surtout grâce à nos conventions collectives supérieures et à notre excellente réputation en matière de service et de défense des travailleuses et travailleurs.

En Colombie-Britannique, les hausses de financement provincial annoncées dans le secteur des services sociaux communautaires offrent plusieurs occasions de gagner des accréditations partout où nous avons présentement des accréditations partielles. Nous continuons à syndiquer de nouvelles unités dans ce secteur.

Nous nous attendons à une augmentation de la syndicalisation dans le secteur des services de garde, aussi à la suite des nouvelles annonces de financement.

In memoriam et notes personnelles

Messages de condoléances

J'offre mes sincères condoléances aux familles des membres, du personnel actif et des retraités du SCFP qui sont décédés ou qui ont perdu des êtres chers au cours de la période visée par le présent rapport.

Membres

- Lorraine Evette Belanger Membre de la section locale 5271
Ontario
- Henry Montpellier Membre de la section locale 4705
Ontario
- Gordon (Cody) Cote Membre de la section locale 709
Alberta
- Rick Bourre Président de la section locale 4807
Ontario
- Donald Anthony Watts Secrétaire-trésorier retraité – SCFP-Ontario
- Michel Ethier Membre de la section locale 503
Ontario
- James Wilbur Martin Membre de la section locale 1190
Nouveau-Brunswick
- William Rose Membre de la section locale 416
Ontario

Personnel à la retraite

- Lynn McKenzie Secrétaire
Bureau de Peterborough
- Margaret Rose Secrétaire
Bureau de Kelowna
- Jean-Marie Beaudry Opérateur de machine
Bureau national

- Melanie Medlicott

Directrice régionale
Bureau régional de la Saskatchewan

- Michel Sauvé

Conseiller synodical
Bureau de North Bay

Mouvement syndical

- John Rafferty

Ancien député néo-démocrate, Thunder Bay

- Ken Signoretti

Ancien vice-président exécutif
Fédération du travail de l'Ontario

En toute solidarité,

Le président national,



MARK HANCOCK

:jv/sec | 24 septembre 2019